

**EXTRAIT  
DU REGISTRE DES DECISIONS DU MAIRE**

**DECISION N° 2023-45**

**OBJET : D'ESTER EN JUSTICE DEVANT LE TRIBUNAL JUDICIAIRE D'AIX-EN-PROVENCE - OCCUPATION ILLICITE - GENS DU VOYAGE**

**Le Maire de la Commune de Gardanne,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 2122-21 et L. 2122-22,

Vu la délibération n° 2021-04 du Conseil municipal du 15 février 2021 portant délégation de fonctions du Conseil municipal au Maire,

Considérant que la parcelle cadastrée CK 123, sise sur le domaine privé de la Commune de Gardanne fait l'objet d'une occupation sans droit ni titre de la part de 29 caravanes et de 29 véhicules depuis le 19 mars 2023.

Considérant que le Commissaire de justice Maître Nicolas Rey a constaté la présence illégale d'un campement de gens du voyage sur la parcelle CK 123, située Puits Morandat sur la Rue Dubreuil et le Parking des mineurs, domaine privé de la Commune de Gardanne (13120),

Considérant que des risques d'ordres électriques et matériels ont été constatés sur cette parcelle,

Considérant que la Commune de Gardanne entend qu'une mesure d'expulsion soit prise à l'encontre de ces occupants sans droit, ni titre,

Considérant que la Commune de Gardanne entend saisir sans délai le Tribunal Judiciaire d'Aix-en-Provence,

Considérant qu'il y a lieu de désigner un avocat pour assister et représenter les intérêts de la Commune dans cette affaire,

**DECIDE**

**Article 1<sup>er</sup>**

D'ester en justice dans le cadre d'une procédure contentieuse d'expulsion initiée devant le Tribunal Judiciaire d'Aix-en-Provence.

**Article 2**

De désigner la SELARL BOREL & DEL PRETE, Société d'avocats au barreau d'Aix-en-Provence, domiciliée 235, Rue Léon Foucault – 13290 AIX EN PROVENCE, afin d'assister et de représenter la Commune dans cette affaire.

**Article 3**

Que les honoraires pourront être versés sous forme de provisions si nécessaire.

**Article 4**

D'imputer la dépense correspondante sur la ligne budgétaire.

**Article 5**

Que la présente décision sera transcrite au registre des délibérations, un extrait sera affiché pendant la durée réglementaire en Mairie.

**Article 6**

Communication de la présente décision sera faite aux membres du Conseil Municipal lors de la prochaine séance du Conseil Municipal.

**Article 7**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou notification, ou transmission au contrôle de légalité.

**Article 8 :**

La Directrice Générale des Services et le Trésorier Municipal, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision dont expédition sera transmise à Monsieur le Sous-préfet d'Aix-en-Provence.

**Fait à Gardanne, le 27 mars 2023**

**Par délégation du Conseil Municipal**



**Hervé GRANIER**

TRANSMISE AU CONTROLE DE LEGALITE  
ET AFFICHEE LE :